

	Web
	April 1, 2011

L'économie égyptienne à l'épreuve de la révolution

Près de 40% de la population égyptienne vit avec moins de 2 dollars par jour.

Afp/Cris Bouroncle

En Egypte, c'est en avril qu'entrent en vigueur de généreuses augmentations en faveur des fonctionnaires et des retraités de l'Etat. Plus 15% pour les salaires et les pensions. C'est une promesse qu'avait faite le président Moubarak pour calmer la révolte. Elle est honorée par les nouvelles autorités égyptiennes. Cette réforme coûte cher : plus d'un milliard de dollars (710 millions d'euros). Le nouveau gouvernement a-t-il les moyens pour les payer?

La question est d'autant plus d'actualité que cette augmentation spectaculaire des salaires et des retraites des fonctionnaires égyptiens s'accompagne de la création d'un fonds de 840 millions de dollars (600 millions d'euros). Il servira à indemniser les propriétaires de commerces, d'usines et de voitures victimes de vol, de pillage ou de vandalisme au cours de manifestations. Ce sont des décisions qui exigent un gros effort financier à l'heure où l'économie du pays tourne au ralenti.

Tout remettre à plat

Sur le marché intérieur, l'activité reprend doucement. Ce qui réjouit les entrepreneurs égyptiens. Mais globalement, la misère sociale est un vrai fléau pour l'Egypte : 40% de la population vit avec moins de deux dollars par jour. Augmenter les salaires ne suffira donc pas. Il faut tout remettre à plat. Par exemple, instaurer un salaire minimum. Cela fait partie des réformes annoncées. Il faut à l'Egypte une réelle politique nationale en matière de salaires. Comme le souligne Manuela Tomey, expert au Bureau international du travail : « il est important de fixer les mécanismes qui pourront être ensuite révisés régulièrement ».

Mais avant tout, la croissance doit redémarrer. Le pays a besoin d'investissements. En 2010, l'Egypte était la deuxième destination des investissements en Méditerranée, après la Turquie. Cette tendance devrait se confirmer en 2011, selon les prévisions du rapport « Invest in Med » de l'Observatoire Anima-Mipo spécialisé dans les investissements et partenariats en Méditerranée. Le gouvernement égyptien veut garder des capitaux étrangers et en attirer de nouveaux. Pour marquer cette priorité l'Agence chargée des investissements (GAFI) a été placée sous l'égide du Premier ministre, Essam Sharaf, et du Conseil des ministres. Cela devrait faciliter les démarches des étrangers désirant s'implanter dans le pays. Un signe encourageant: ils demeurent fidèles au marché égyptien.

Selon Salma Hussein, chef du service économique à l'Ahram Hebdo, les investissements que l'Egypte a connus les années passées vont baisser dans un premier temps, pour reprendre d'une autre façon à moyen terme. La structure même de ces investissements devra changer. Ils vont peut-être exiger moins de capitaux, mais seront créateurs de plus d'emplois.

Le chômage des jeunes

Le chômage est la plaie du pays. Avec ses 80 millions d'habitants l'Egypte ne parvient pas à créer suffisamment d'emplois. Et ce sont les jeunes qui sont le plus durement frappés : 90% des chômeurs n'ont pas trente ans. Et la situation est encore plus difficile pour les femmes, une sur dix n'a pas de travail. Chaque année 700 000 jeunes entrent sur le marché. « La déconnexion entre les compétences des jeunes diplômés et les besoins du marché sont la cause principale de ce chômage », souligne Manuela Tomey. L'Organisation internationale du travail dénonce depuis des années le déficit du travail décent et le sous-emploi en Egypte, ainsi que dans d'autres pays de la région, où le

chômage est l'un des plus élevés au monde. Il est officiellement de 10% en Egypte, mais il double si l'on prend en compte l'économie informelle.

Le tourisme révolutionnaire

Le tourisme, le premier pourvoyeur de revenus de l'Egypte, est aussi un gisement d'emplois. Mais il a été durement touché par les révoltes. Les taux d'occupation des hôtels ont chuté de 25%. Avant de relancer les réservations pour la haute saison qui débute à partir du 1er juin, certains n'hésitent pas à étoffer leur offre. C'est peut-être le nouveau filon touristique en Egypte : la visite des hauts lieux de la révolution qui a vu la chute de Hosni Moubarak. Ainsi, comme le fait l'agence Flying Carpet Tours, certains tours opérateurs proposent déjà la visite de la fameuse place Tahrir et des rencontres avec les jeunes qui ont rejoint les manifestations.

Le malaise économique avait été au cœur de la révolution égyptienne. La stabilité trompeuse du pays sous le règne du président Moubarak doit faire place à la stabilité réelle du pays. Entre une économie des relations personnelles des membres du régime et une économie basée sur la loi et les règles, la transition pour l'Egypte sera difficile

<http://www.rfi.fr/afrique/20110401-economie-egyptienne-epreuve-revolution>